



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

Revue de presse du 14 -20 novembre. 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Biodiversité

- **PI@NTNET: La technologie au service de la biodiversité**
- **La Commission de l'océan Indien démocratise PI@ntNet à Maurice**
- **La technologie pour la conservation de la flore**

Pêche

- **This is How Fish Landed Avril and Govi Lucrative Jobs**

Changement Climatique

- **« Les îles face au changement climatique » lancé**

Genre

- **Entreprendre – Les femmes comptent sur l'État**

Education

- **INDIAN OCEAN RIM : Nécessité d'un dialogue régional pour l'éducation**

Biodiversité

Supplément
ECONOMIE III

Le Défi Quotidien - Mercredi 18 novembre 2015 36

PL@NTNET La technologie au service de la biodiversité

Les îles de l'océan Indien disposent aujourd'hui d'un nouvel outil, permettant de découvrir la flore autrement. Il s'agit de Pl@ntNet, une application disponible sur Android et iOS.

Quand la technologie se met au service de la biodiversité. Pl@ntNet permet aux utilisateurs de Smartphones et de tablettes tactiles d'identifier les plantes lors de leurs promenades dans la nature. Une simple photo d'une plante, feuille ou fleur de la plante prise, et Pl@ntNet vous donne tous les détails, dont le nom et l'origine des plantes de l'océan Indien, notamment de l'île Maurice. Cette application, considérée comme une encyclopédie botanique, contient toute une base de données sur les plantes de plusieurs pays, dont de l'Afrique du Nord.

Déjà connue auprès des utilisateurs de nouvelles technologies à l'étranger, Pl@ntNet a été développée pour les Mauriciens grâce aux partenaires locaux, notamment le Projet Biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI-Biodiversité), l'Université de Maurice (UoM), le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, la Mauritian Wildlife Foundation (MWF) et le Mauritian Sugarcane Industry Research Institute (MSIRI), entre autres.



APPLICATION PARTICIPATIVE

Pl@ntNet consulte alors sa base de données, selon la région du monde où se trouve la plante en question, et suggère des propositions à l'utilisateur. Ce dernier n'a plus qu'à trouver celle qui correspond à la plante et à la valider pour l'identifier.

« De nombreuses initiatives sont prises pour encourager à préserver la biodiversité au quotidien et s'informer davantage sur les plantes », souligne Vincent Florens, Professeur en écologie à l'UoM.

Les professionnels et les amoureux des plantes sont appelés à garnir leur base de données, de nouvelles plantes, grâce à Pl@ntNet qui est une application participative. La déclinaison, appliquée à la flore de l'océan Indien, comporte actuellement de 1 000 espèces, avec environ 55 000 images, apportées par 2 800 utilisateurs.

Le projet COI-Biodiversité a organisé un atelier de travail, la semaine dernière, afin de familiariser une soixantaine de personnes au monde de la conservation de la flore de Maurice, des Seychelles, de Madagascar et des Comores. « La science ne devrait pas rester entre les seules mains des scientifiques. Les amours des plantes contribuent à d'importantes avancées en matière de connaissances de la nature », affirme Didier Slachmuylders, coordinateur du projet COI-Biodiversité.

Patrice Donzelot
patrice@defimedia.info

Des participants se familiarisent à Pl@ntNet.

La Commission de l'océan Indien démocratise Pl@ntNet à Maurice

Maurice se lance dans la démarche de science participative en matière d'identification des plantes de la région indianocéanique.



COI Planet

Un atelier, organisé du 12 au 14 novembre à l'Université de Maurice par le Projet Biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI Biodiversité) financé par l'Union européenne, a permis de familiariser une soixantaine d'acteurs de gestion et de la conservation de la flore de la région (Maurice, Seychelles, Madagascar, Comores) au logiciel Pl@ntNet. Cette formation a été réalisée en partenariat avec:

à Madagascar : ministère de l'Environnement, Université d'Antananarivo, Madagascar National Parks (MNP) à Maurice : Université de Maurice, ministère de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, FARIE, Mauritian Wildlife Foundation, Mauritius Sugarcane Industry Research Institute (MSIRI) aux Comores : Université des Comores, aux Seychelles : Seychelles National Park Authority à La Réunion : CIRAD, Université de la Réunion

A terme, l'objectif est de permettre à toute personne de reconnaître les plantes qu'il croquera sur les Iles des Mascareignes grâce à un outil gratuit et librement accessible sur son smartphone. Ce système pourra ainsi être utilisé par des communautés locales avides de connaissances, par des touristes curieux ou encore par des professionnels de l'environnement ou du monde éducatif (via l'exploration de données produites).

« La biodiversité est présente dans notre vie au quotidien, elle nous permet de faire de l'agriculture, nous fournit de l'eau, des coraux... il nous faut donc la conserver. Mais on ne peut pas conserver quelque chose qu'on ne connaît pas, qu'on n'aime pas » a déclaré M. Vincent Florens, professeur en écologie à l'Université de Maurice.

Pl@ntNet se présente ainsi comme un moyen démocratique et interactif de conserver les plantes. « La science ne devrait pas rester entre les seules mains des scientifiques. De plus en plus, les amateurs contribuent à d'importantes avancées en matière de connaissance et d'inventaires » selon Didier Slachmuylders, coordonnateur du projet COI-Biodiversité, et de continuer, « de plus en plus, les amateurs contribuent à d'importantes avancées en matière de connaissance et d'inventaires ».

Les sciences participatives ou sciences citoyennes sont des programmes de recherche associant des scientifiques et une participation citoyenne d'amateurs volontaires, d'amateurs éclairés, de spécialistes à la retraite, etc. Les sciences citoyennes c'est aussi une démarche citoyenne, celle de ne pas laisser le monopole de la connaissance à une élite mais de se la réapproprier.

L'archipel des Mascareignes possède une flore et une faune uniques au monde. Ce paradis naturel est malheureusement l'un des plus menacés au monde. La connaissance et l'inventaire de ces plantes contribueront à mieux préserver les espèces.

⌘Qu'est-ce que Pl@ntNet? Pl@ntNet est une application de reconnaissance des plantes qui s'appuie sur des bases de données collaboratives et des outils innovants d'analyse de contenus multimédia. Développé depuis 2009, ce dispositif peut être contextualisé pour son usage. Une première déclinaison en flores régionales de l'application s'est déroulée avec succès à La Réunion en mai 2015. Le déploiement de l'application y a été très médiatisé et on dénombre depuis un peu plus de 18 000 sessions d'utilisation à La Réunion.

La déclinaison appliquée à la flore de l'océan Indien comporte actuellement près de 1000 espèces avec environ 55 000 images apportées par 2800 utilisateurs.

Dans la continuité de ce lancement réussi et du bon accueil par le grand public et les différents acteurs de la gestion des ressources naturelles à La Réunion, ce dispositif est appelée à évoluer vers une couverture plus large géographiquement et taxonomiquement afin qu'elle couvre la totalité des Mascareignes. Cet outil participatif constituera ainsi un vecteur technologique novateur pour l'éducation, la formation, la recherche et le renforcement du développement de l'écotourisme au niveau régional.

⌘Comment ça marche ? Pl@ntNet se base sur un réseau collaboratif et participatif de botanistes tant amateurs que professionnels. Toute personne peut partager des observations pour aider à enrichir la base de données et viser l'exhaustivité d'une flore particulière.

Pour obtenir des résultats, un usager photographie des motifs visuels spécifiques d'une plante qu'il recherche : ses organes (fleur, feuille, fruit ou tige/écorce). Le système, par comparaison avec les données d'apprentissage, propose une liste de noms de plantes potentiels que l'utilisateur peut alors valider. L'utilisateur peut ensuite partager son observation et enrichir les bases d'apprentissage afin que les prochains usagers reconnaissent plus facilement l'espèce observée et qu'un plus grand nombre d'informations se retrouvent alors disponibles pour l'ensemble des membres du réseau impliqué.

Des images prises sur le terrain des plantes les plus communes à Maurice ont constitué une « amorce » pour une première base de données. L'implication de structures institutionnelles ou associatives engagées dans la conservation ou le suivi de la biodiversité permettra de contribuer à cette base de données en partageant leurs photos.

Une fois ce référentiel enrichi, il sera alors possible de facilement réaliser des observations supplémentaires par un public plus large à partir de supports mobiles pour enrichir la connaissance visuelle des taxons ajoutés.

Pour aller plus loin

Pl@ntNet est une initiative de l'Agropolis Fondation, une institution basée à Montpellier (France) qui soutient et promeut le développement de projets internationaux (recherche et formations) dans le domaine de l'agronomie et du développement durable.

Achévé en 2013, le projet Pl@ntNet a permis de développer des outils et logiciels d'identification des plantes : PlantNet Mobile (disponible sur Apple store et Google Play), Pl@ntNet -Identify, et même des logiciels d'identification graphique assisté par ordinateur (IKONA, IDAO).

<http://www.maurice-info.mu/la-commission-de-locean-indien-democratise-plntnet-a-maurice.html>



La technologie pour la conservation de la flore

Nov 16, 2015



[Pl@ntNet](#) est une application de reconnaissance des plantes qui s'appuie sur des bases de données. Ce week-end les participants qui incluent les acteurs de gestion et de la conservation de la flore de la région étaient en plein milieu de la forêt d'Ébène à Chamarel. Pendant trois jours du 12 au 14 Novembre, ils avaient participé à un atelier à l'Université de Maurice, sur la conservation des plantes dans la région. Un projet Biodiversité de la Commission de l'Océan Indien, financé par l'Union Européenne à hauteur de 15 Millions d'euros étalé sur 5 ans

<http://mbc.intnet.mu/article/la-technologie-pour-la-conservation-de-la-flore-vidéo>

Pêche



This is How Fish Landed Avril and Govi Lucrative Jobs

16 Nov 2015 | By Nasidai Kidali



Govi and Avril

While the world was freaking out over the Friday the 13th myth; Avril, Paul Were and the adorable Govi were getting their share of luck as they scored a lucrative deal to endorse a campaign. The campaign dubbed 'Eat Fish for a Better Life' is meant to promote a culture of eating fish among Kenyans.



Govi and Mum pose for a photo

Avril and Govi looked incredible at the press conference. The *Chokoza* hit maker wore the same shirt she had at the Morgan heritage concert a while ago paired with black leggings while Govi spotted denim on denim matched with a red baseball hat. Paul Were did not make it but you will spot him in the campaign's ad set to be aired on TV and Radio from 21st November.



Avril and Govi serving fish in the streets of Nairobi

The campaign is powered by the Ministry of Health, Indian Commission Smart Fish Programme and UNFAO. It hopes to minimize the current food insecurity, poor nutrition and promote job opportunities.



Why Fish?

It's a healthier source of proteins that are essential for growth.

It's a rich source of vitamins and minerals.

Fish has Omega -3 fatty acids a component that is recommended for mothers and children.

Lastly eating fish at least once every week can help reduce chance of having heart attacks and strokes.

So what's on your plate?

<http://www.kenyabuzz.com/lifestyle/this-is-how-fish-landed-avril-and-govi-a-lucrative>

Changement Climatique



« Les îles face au changement climatique » lancé

November 18, 2015



Un livret de sensibilisation aux enjeux climatiques intitulé « Les îles face au changement climatique : comprendre et agir », a été lancé par la Commission de l'Océan Indien (COI). Le livret en ligne, [offert en téléchargement](#) sur le site de la COI, a pour objectif de mieux faire comprendre les causes et conséquences des dérèglements climatiques concernant les îles, mais aussi la sensibilisation des jeunes dans la perspective de la Conférence des Parties (COP21) qui est prévue pour fin novembre à Paris.

Cette publication a été réalisée suite à l'atelier de sensibilisation aux enjeux de développement des Petits Etats insulaires en développement (PIED) et aux changements climatiques organisé par le SIDS AIMS Youth Hub (SYAH) en collaboration avec la COI et l'appui de l'Union européenne.



Clique ici pour avoir accès de la docu

<http://commissionoceanindien.org/activites/cop21/comprendre-les-enjeux-climatiques-dans-les-iles-un-livret-de-la-coi-en-ligne-nov-15/>

An awareness booklet about the climatic risk factors has been launched by the Indian Ocean Commission (COI) and bearing the title "Les îles face au changement climatique : comprendre et agir" (The Islands facing climatic change: understand and take action). The online booklet, which [can be downloaded](#) on the web site of the COI, aims at explaining the causes and effects of the climatic disorders relating to islands. It also raises awareness among young people in view of the coming conference (COP21) to be held in Paris at end of November.

The publication has been realized following the workshop on the development stakes of the small developing island states (PEID) and on the climatic changes organized by the SIDS AIMS Youth Hub (SYAH) in association with the COI and the support of the European Union

<http://www.cotenordmag.com/dernieres-infos/les-iles-face-au-changement-climatique-lance/>

COI : les îles face aux enjeux climatiques



Publié par : [APOI](#) 20 novembre 2015 article sur [Maurice](#)

La Commission de l'océan Indien, à travers son projet ISLANDS financé par l'Union européenne, offre en téléchargement un livret de sensibilisation aux enjeux climatiques sur son site Internet dans la perspective de la COP21.

Pour accéder à cette publication intitulée « *Les îles face au changement climatique : comprendre pour agir* », [cliquez ici](#).

<http://www.agencepresse-oi.com/coi-les-iles-face-aux-enjeux-climatiques/>



Ecologie et économie : Le manque d'orientation dénoncé par le Sefafi

19 novembre 2015

«Vulnérable aux effets du changement climatique, Madagascar se trouve dans l'incapacité d'y faire face.

C'est sans doute pourquoi le ministère des Finances et du Budget a rappelé les conclusions de la réunion de la communauté financière internationale consacrée à Madagascar, le 17 octobre 2015 à Lima, Pérou : « Les intervenants ont encouragé le gouvernement à tirer parti des négociations actuelles sur le changement climatique, notamment lors de la COP21 (la conférence des parties de Paris axée sur le changement climatique), pour faire valoir la spécificité de Madagascar du fait de son appartenance au groupe des pays les plus vulnérables au changement climatique ». Une remarque qui renvoie au manque d'orientation de la politique générale de l'État et du PND envers la question écologique et les nouveaux instruments de financement qui en découleront ». C'est ce qu'on peut lire dans le dernier communiqué de l'Observatoire de la vie publique (Sefafi) publié hier. Et cette remarque de l'une des organisations de la société civile dont les analyses sont plus orientées sur la vie politique, ne peut que faire réfléchir. Et pour cause ! Si partout dans le monde, des avancées sont enregistrées en matière de santé, d'éducation, de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté... bref en matière de développement et de croissance, Madagascar fait souvent le chemin inverse et recule.

Voilà pourquoi la question écologique devenue transversale devrait figurer parmi les priorités des priorités. Dans le projet de loi de finances 2016 pourtant, l'axe 5 du Plan national de développement (PND), c'est-à-dire la valorisation du capital naturel et la résilience aux catastrophes naturelles, vient seulement en 4ème position en termes de financement dans le cadre du Programme d'investissement public (PIP). Cet axe sera doté d'une enveloppe de 51,7 milliards Ar en 2016, soit une part très modeste de 3% du PIP. C'est dire le peu d'importance que le gouvernement accorde à la question. Ce qui tranche avec l'ambition de l'exécutif de faire de Madagascar le « leader mondial de la valorisation et de la préservation de son immense capital naturel » selon la vision du président de la république rapporté dans le PND. Entre la réalité et la vision donc, il y a un grand fossé ! Même si Madagascar n'a pas une empreinte carbone élevée, le Sefafi estime que le pays et les malagasy ont à contribuer aux solutions futures. : « En effet, si notre île se développe comme nous le souhaitons, il nous faudra renoncer à nos pratiques néfastes bien ancrées : déforestation et feux de brousse, absence de gestion des déchets qui obstruent les canaux d'évacuation d'eau dans les villes, consommation d'électricité « sale » générée par les centrales thermiques, envahissement de 4x4 et de poids lourds polluants. La généralisation des sachets plastiques en témoigne, la plupart des Malgaches ayant délaissé les produits biodégradables comme le papier ou les sobika au profit de plastiques douteux. Or le développement durable devra éviter la consommation de produits transportés sur des milliers de kilomètres, et promouvoir la bicyclette plutôt que les grosses cylindrées. Il faudra inciter les grandes surfaces à vendre des produits transformés localement,

construire des routes avec pistes cyclables et développer les transports en commun ».

Recueillis par Fanjanarivo

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=50362:ecologie-et-economie-le-manque-d-orientation-denonce-par-le-sefafi&catid=45:newsflash&Itemid=110



COI : les îles face aux enjeux climatiques

La Commission de l'océan Indien, à travers son projet ISLANDS financé par l'Union européenne, offre en téléchargement un livret de sensibilisation aux enjeux climatiques sur son site Internet dans la perspective de la COP21.

Pour accéder à cette publication intitulée » *Les îles face au changement climatique : comprendre pour agir*, [cliquez ici](#).

<http://www.habarizacomores.net/coi-les-iles-face-aux-enjeux-climatiques/>

Genre



Entreprendre – Les femmes comptent sur l'État



20.11.2015

Les problèmes rencontrés par les femmes dans le monde de l'entrepreneuriat sont nombreux. Cela nécessite une aide de la part de l'État.

Rare. C'est ce qu'on peut dire des femmes qui décident de se lancer dans l'entrepreneuriat. Les problèmes relèvent des niveaux culturel et économique. « Les femmes ont beaucoup d'initiatives, mais elles ne savent pas quoi faire pour développer leur entreprise. De plus, notre culture accepte peu les femmes comme leader », a expliqué Olivia Rakotonarivo Rakotoarisoa, un membre d'Entreprendre au féminin de l'océan Indien EFOI, lors du forum de l'entrepreneuriat à Antananarivo, hier. Ainsi, les femmes-entrepreneurs ont précisé que le problème ne se limitait pas au financement. « Les femmes manquent de renforcement de capacité. Il faut les former dans l'entrepreneuriat pour qu'elles soient aptes à développer leur propre entreprise », précise Mireille Ratsimbazafy, un formateur du « build your business ». La plupart des femmes créent des petites et moyennes entreprises dans le secteur de l'agrobusiness, l'artisanat, l'éducation. « Quand on se lance dans l'entrepreneuriat, on veut devenir grand patron dans l'avenir. Mais cette vision commence par la création d'une petite entreprise », a expliqué Mireille Ratsimbazafy.

Aide Le développement des PME nécessite un financement. « Nous avons l'ambition de parvenir au grand patronat mais l'obstacle réside dans le plan financier. Les femmes-entrepreneurs n'ont pas assez de moyens pour développer leurs petites entreprises », a indiqué Olivia Rakotonarivo Rakotoarisoa. Par ailleurs, les femmes, chefs d'entreprise, souhaitent bénéficier d'une aide de l'État pour développer leur business. « Nous

15

avons parlé de l'amélioration du climat des affaires. Cela concerne les femmes et les hommes, mais c'est l'État qui doit prendre des initiatives », a déclaré Mireille Ratsimbazafy. L'État doit collaborer avec les bailleurs de fonds pour aider les femmes-entrepreneurs. « Il faut aider financièrement les PME qui opèrent déjà depuis dix ans et l'État devrait collaborer avec les bailleurs de fonds pour les financer », a annoncé Olivia Rakotonarivo Rakotoarisoa.

Néanmoins, les associations ont une opportunité qui peut aider les femmes dans le monde des affaires. « Dans notre association, il y des échanges ont lieu entre les femmes-entrepreneurs concernant le développement de nos activités respectives. L'objectif étant de partager les expériences », a-t-elle conclu.

<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/entreprendre-les-femmes-comptent-sur-letat-48786/>

Education

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INDIAN OCEAN RIM : Nécessité d'un dialogue régional pour l'éducation

19 novembre, 2015



Une centaine de professionnels de l'éducation d'une dizaine de pays de l'Indian Ocean Rim sont réunis à Maurice pour analyser les défis auxquels est confrontée la région. Cela en vue d'élaborer un programme de coopération qui sera proposé aux gouvernements et aux décideurs dans d'autres secteurs. Les intervenants à l'ouverture hier de la conférence organisée par l'Indian Ocean Rim Education Network (IOREN) ont reconnu que l'éducation est le « major instrument » pour le développement individuel et pour le développement économique durable d'un pays. Soulignons que l'Indian Ocean Rim Education Network a été créée l'année

dernière dans le sillage d'une Indian Ocean Rim Round Table organisée par la St Stephen's School à Perth en Australie. Parmi les intervenants à l'ouverture hier des travaux de cette conférence : Leela Devi Dookun, ministre de l'Éducation, Susan Coles, Haut-commissaire de l'Australie à Maurice et Mgr Ian Ernest, l'évêque de Maurice. Tous trois étaient d'avis qu'il est désormais important d'avoir une synergie entre les pays se trouvant dans une même région et partageant le même avenir. Ils ont salué la démarche des responsables de cette institution australienne pour la mise en place de ce réseau de professionnels de l'éducation dans une région qui, selon eux, est très dynamique et sera amenée à être la « next emerging growth zone ». « Australia has played a leading role in the creation of this network and has been putting the spotlight on this dynamic region. The establishment of IOREN is definitely a further way to strengthen this new dialogue and sense of shared social responsibility. For we live in a global village where we are seeing more and more how the actions of one are impacting on others. Thus, we need to work together to build a better, more peaceful and more sustainable future for our children and the generations to come », a dit Susan Coles. Dans ce registre, Mgr Ernest a insisté pour sa part sur l'importance de l'ouverture aux autres et souhaite voir se développer un esprit d'appartenance à la région au lieu d'un repli sur soi. Ainsi, l'évêque de Maurice a demandé aux participants de ne pas négliger la question se rapportant à la culture quand ils aborderont le volet concernant le curriculum. « We should reflect as we develop curriculums on the need for us to network cultures that are part and parcel of our inheritance as a nation. This networking of cultures would become without any doubt an instrument for a holistic approach to learning. It is urgent to engage in an approach that could discourage the emergence of linguistic or communal ghettos », affirme l'évêque de Maurice. Pour ce dernier, les différentes langues parlées dans la région « should be given special consideration. » Par ailleurs, il y a aussi de termes qui ont résonné fort dans les discours hier matin, notamment « capital humain », « développement intégral de chaque individu », « coexistence pacifique », « valeurs humaines », « éthique » et « discipline ». Aux intervenants de souligner que l'éducation doit tendre dans cette direction. « It has become a truism today to state that education is the driver of change and innovation. It is indeed at the very heart, the core, the kernel of all socio-economic transformation. But education is also the major instrument for personal development, for a "balanced development" and for character formation », a relevé la ministre de l'Éducation. Pour rappel, cette conférence internationale, qui se déroule à l'hôtel Sofitel Imperial à Flic-en-Flac, bénéficie du parrainage du Diocèse anglican. Les travaux prennent fin demain.

<http://www.lemauricien.com/article/indian-ocean-rim-necessite-d-dialogue-regional-l-education>